

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1954 - 9 février 1995 - 5 F

### D 1954 MEXIQUE : DU CONGRÈS INDIEN DE 1974 AU SOULÈVEMENT ZAPATISTE DE 1994

Qui sont ces "zapatistes" qui ont pris les armes le 1er janvier 1994, le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain - ALENA (cf. DIAL D 1842)? Comment ont-ils pu secouer le système politique mexicain au point d'en ébranler le système monétaire (cf. DIAL D 1949)? Selon les milieux politiques et patronaux radicalement opposés à l'évêque de San Cristóbal de Las Casas, c'est Mgr Samuel Ruiz la cause de tout (cf. DIAL D 1823), et c'est au congrès indien du Chiapas d'octobre 1974 (cf. DIAL D 233) que tout se serait tramé.

Deux points sont aujourd'hui très clairs: 1) le congrès de 1974 a été un temps fort de conscientisation pour les populations mayas de la région; 2) des groupes marxistes ont entrepris et n'ont que partiellement réussi à utiliser à leur profit la dynamique créée par la pastorale du diocèse. Un cas classique en Amérique latine (cf. DIAL D 1188).

Le document ci-dessous fait l'historique de l'évolution complexe des milieux indiens du Chiapas après le congrès de 1974. L'auteur en est le jésuite Mardonio Morales qui, à deux reprises, a été longuement interviewé par l'hebdomadaire **Proceso** sur ces événements. Nous donnons ici de courts extraits de ses déclarations publiées le 12 décembre 1994.

Note DIAL

### Opinion du P. Mardonio Morales sur les revendications zapatistes

"J'ai vécu avec les Tzeltals dans leurs terres depuis 1964. La réalité qui s'est imposée à moi m'a conduit à l'indignation éthique devant une telle accumulation d'injustices. Avec l'idée ingénue que le gouvernement ignorait cette situation et que nous vivions sous un régime de droit avec une Constitution politique exemplaire et moderne, je me suis lancé en 1971 dans une longue dénonciation de l'oppression agraire, ouvrière et judiciaire. Vous vous êtes fait l'écho de cette dénonciation tant dans *Excelsior* que, par après, dans *Proceso*.

"Je me suis adressé à tous les bureaux possibles de traitement de ces problèmes, j'ai traduit la loi agraire en tzeltal, j'ai donné avec mes compagnons d'innombrables cours pour faire réfléchir les Tzeltals et leur donner une formation, j'ai accompagné des délégués et des militants sociaux dans une lutte ouverte et loyale. Il m'est revenu, avec d'autres compagnons, de lancer le Congrès indien de 1974 et de mener à bien sa réalisation. Il m'est revenu de rédiger les documents qui sont sortis du congrès: les dénonciations et les conclusions. Une lutte cruelle et inutile pour ce qui est de parvenir à un changement structurel chez les oppresseurs. Une lutte féconde quant à la formation de la conscience des opprimés.

“En 1980, avec le massacre de Wolonchán effectué par le général Absalon Castellanos<sup>1</sup>, cela a été pour moi le coup de grâce dans mon effort pour obtenir des autorités qu’elles remplissent leurs devoirs. Il m’a encore fallu supporter, en février 1982, le lâche assassinat de deux délégués de Bachajón, Manuel Saragos et Manuel Moreno. Il fallait rechercher d’autres chemins pour l’organisation et d’autres moyens de pression pour qu’on donne leur dû aux dépouillés et aux opprimés.

“ J’ai toujours cru, jusqu’à ce jour, que la lutte armée nous mène à la destruction totale, à l’écrasement définitif. Pour dire “écraser” en tzeltal, on utilise un verbe dont la racine est “punaise”: être écrasé c’est se trouver dans l’état de l’insecte sur lequel on a mis le pied. Je suis de ceux qui croient à la résistance et à la lutte civile pacifique, qui n’en est pas moins énergique et déterminante. Avec toute cette histoire en arrière-plan, on comprend que je sois d’accord avec les motivations des zapatistes. Ce sont les mêmes sauf le choix des armes.”

### Les différentes organisations à l’oeuvre au Chiapas

“A partir du congrès indien de 1974, on a vu s’approcher des groupes qui entendaient répondre à la problématique soulevée, surtout agraire. Le Congrès indien s’est ainsi partagé en deux tendances. L’une, qui a suivi sa dynamique propre dans le cadre de réunions régionales. L’autre, qui a mis à profit l’aide du groupe de “ligne de masses”, dit les PP<sup>2</sup>.

“La tendance régionale a donné naissance, quelques années plus tard, au Comité de défense de la liberté indienne (CDLI), à l’Union des communautés indiennes de la selva du Chiapas (UCISECH), à Tsoblej Yu’un Jwocoltic<sup>3</sup> et à CEDIAC qui se sont fédérés dans Xi’Nich’<sup>4</sup>. Ce mouvement s’inscrit dans la trajectoire du congrès indien comme organisation qui, dans la lutte civile et légale, vise à une conscience plus vive des communautés et à un règlement effectif des problèmes soulevés.

“La seconde tendance a abouti à la constitution de l’Union d’unions, de Quiptic ta Lecubtesel, puis des Associations rurales d’intérêt collectif (ARIC). Il ne s’agissait pas seulement d’une lutte économique, comme on a cherché à la définir, mais d’une organisation porteuse de toute l’idéologie organisationnelle et politique des PP. Elle a débouché sur un mouvement aux fortes inclinations à la guérilla. Aussi a-t-elle été facilement adoptée par les mouvements zapatistes, à savoir l’organisation paysanne Emiliano Zapata (OCEZ), l’Alliance nationale paysanne indépendante Emiliano Zapata (ANCIEZ), et probablement par le Parti révolutionnaire ouvrier clandestin Union du peuple (PROCUP). La Centrale indépendante d’ouvriers agricoles et de paysans (CIOAC) a entrepris de régler la problématique agraire issue du congrès de 1974 en s’investissant dans la région de Simojovel. De là, elle a étendu son action à d’autres communes.

Tous ces mouvements ayant pris naissance à partir du Congrès indien ont été réprimés plus ou moins violemment par le gouvernement de l’Etat du Chiapas. Les organisations en amont du soulèvement entendent répondre au besoin d’une lutte civile alternative à la lutte armée. De la sorte, la gamme des organisations répond à la diversité des intérêts, depuis celles qui plongent leurs racines à la base jusqu’à celles à caractère officiel qui pêchent en eau trouble, en passant par celles qui sont manipulées par des groupes de pouvoir. Pour en juger correctement, il importe de connaître l’origine et de suivre la trajectoire de chacune de ces organisations de la ‘société civile’”.

<sup>1</sup> Le 15 juin 1980, 12 paysans étaient tués par l’armée dans cette région du Chiapas (NdT).

<sup>2</sup> Les membres du parti intitulé Política Popular, fondé dans le nord du Mexique, et de ligne maoïste (NdT).

<sup>3</sup> “Assemblée pour régler nos problèmes” (NdT)

<sup>4</sup> Mouvement indien du Chiapas dont le nom signifie “La Fourmi”. Cf. DIAL D 1707 (NdT).

## Les propriétaires terriens et éleveurs

“Les éleveurs, auparavant appelés *finqueros*<sup>5</sup>, sont constitués de deux groupes: les petits propriétaires, dont le domaine ne dépasse pas 200 hectares, et les propriétaires terriens dont le domaine peut atteindre 30.000 hectares. Le Congrès indien de 1974 a dénoncé la spoliation, l'exploitation, l'esclavage des journaliers, la domination totale des propriétaires terriens. Il n'a jamais parlé des petits propriétaires qu'on comptait alors sur les doigts de la main. La classe des propriétaires terriens est depuis des temps immémoriaux la cause de la misère au Chiapas. Elle est parfaitement décrite dans les oeuvres de Rosario Castellanos et les feuilletons de Traven.

“Le groupe des petits propriétaires, maintenant nombreux au Chiapas, a fait son apparition dans le feu de la lutte agraire comme mesure pratique et politique des propriétaires terriens qui vendent de petites parties de leurs propriétés à des gens sûrs. Cela leur permet aujourd'hui de se replier facilement derrière eux aux yeux de l'opinion publique et de détourner l'attention du vrai problème. Cette politique de petits propriétaires recouvre très souvent de véritables simulations de division de propriétés. C'est là où le secrétariat d'État à la réforme agraire a joué un rôle de garant équivoque et néfaste. Pendant le conflit ils ont manipulé l'opinion publique en brandissant le drapeau des petits propriétaires. Avec la bénédiction officielle, ambiguë et stérilisante, ils se présentent comme des victimes, alors qu'ils sont et continuent d'être les véritables fauteurs d'innombrables morts et misères. C'est leur attitude qui est la cause de la guerre, qui n'a pas commencé le 1er janvier mais bien longtemps avant.”

## La campagne contre Mgr Samuel Ruiz

“Les groupes de caciques<sup>6</sup> ont évidemment utilisé le soulèvement du 1er janvier pour attaquer directement et violemment l'action pastorale de Mgr Samuel et de son diocèse. Des livres diffamatoires, comme celui de Luis Pazos, la propagande d'une télévision placée sous le signe de la désinformation et de la manipulation des nouvelles, la presse à sensation et celle de l'extrême-droite ont fait leur travail et ont fabriqué un climat de rejet de la pastorale de Mgr Samuel. Ils ont fait croire que celle-ci était la cause de la guerre.

“Par contre le gouvernement s'est vu contraint de reconnaître l'importance de l'évêque et il a eu recours à ses services comme médiateur. Mais il a joué politiquement entre la nécessité de l'action de Mgr Samuel et la manipulation de l'opinion publique pour avoir aussi de son côté les groupes de caciques.

“De la même façon les groupes d'Eglise marqués à droite ont entrepris de discréditer la pastorale de San Cristóbal de Las Casas en manipulant le concept de 'théologie de la libération', en lui donnant des interprétations falsifiées et cachées. La tentative, d'octobre à décembre 1993, de déplacement de Mgr Samuel avait échoué. Cela ne les a pas empêchés d'attiser le feu contre la pastorale du diocèse.

“Le déroulement des événements a fait apparaître au grand jour ces offensives de discrédit et de confusion. La sincérité et l'honnêteté de Mgr Samuel ont amené chacun à se définir et à montrer de quel côté il était. On l'a accusé de mener une pastorale d'exclusion<sup>7</sup>, et les faits ont montré que la pastorale engagée auprès des plus pauvres n'est pas une pastorale exclusive des autres, mais qu'elle affiche une préférence, celle à laquelle l'Evangile a toujours appelé. Engagé n'est pas synonyme d'exclusif. Un tel témoignage évangélique de l'évêque retire tout prestige et toute valeur à une Eglise et à une pastorale attelées au pouvoir et à la richesse.”

---

<sup>5</sup> Exploitants agricoles (NdT).

<sup>6</sup> Contrairement à l'origine indienne du mot, il s'agit ici des groupes politiques locaux liés au parti du gouvernement et aux éleveurs propriétaires terriens (NdT).

<sup>7</sup> Sous entendu "des riches" (NdT).

## La théologie de la libération

“L’expression ‘théologie de la libération’ est idéologiquement manipulée pour pouvoir prendre l’avantage dans la bataille. J’entends par théologie de la libération l’application d’une méthode théologique donnée. On peut voir et étudier ce que nous appelons la révélation et l’action de Dieu à partir de principes (les dogmes), pour descendre ensuite dans le concret de la réalité. Ou, à l’inverse, on peut partir de la réalité pour remonter aux principes. La théologie de la libération part de la réalité vécue et, dans une réflexion de foi, parvient à Dieu. Cette méthode n’a jamais été condamnée par l’Eglise. Elle suppose d’entrer en dialogue avec les sciences sociales dans l’étude de la réalité, qui est conflictuelle et qui suit sa propre logique, pour découvrir comment Dieu agit en elle. Cette méthode théologique s’est développée en Amérique latine face à l’accumulation d’injustices ancestrales.

“La fidélité à l’Evangile, à l’action de Dieu dans l’humanité nous amène à l’engagement sans faux-fuyants. L’épiscopat mexicain devant les déformations existantes - je pense par exemple au cas Chamula<sup>8</sup> - a eu des attitudes très négatives vis-à-vis de l’affaire du Chiapas et de Mgr Samuel. On a idéologiquement manipulé l’expression ‘théologie de la libération’ et, pour certains évêques, leur rejet a été aveugle et total, ce qui a ouvert la voie aux calomnies et aux querelles.”

## L’avenir des négociations

“Je considère que les négociations de paix sont un dialogue de sourds. Chacun défend son morceau et les sujets cruciaux susceptibles de conduire à un accord ne sont pas abordés. Par exemple, le gouvernement est-il seulement capable de comprendre ce que signifie ‘territoire indien?’ Ce n’est pas un morceau de terre qui est réclamé. C’est le respect de l’ethnie qui, pour vivre, a besoin du territoire que lui a arraché la Conquête. L’Indien peut-il accepter la ‘modernisation’, qui est la créature du néolibéralisme? On ne peut ici se contenter de palliatifs. A chacun son problème.”

## Le gouvernement du président Zedillo

“Sans préjuger de la personne de ce monsieur, je crois qu’il n’y a pas la moindre possibilité d’un changement, je ne dis pas structurel, mais pas même propre à adoucir les effets du néolibéralisme. Je n’ai pas le moindre optimisme. Il appartient à la clique qui nous a embarqués sur ces mers et dans ces tempêtes.”

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

<sup>8</sup> De graves querelles sociales et religieuses entre Chamulas avaient éclaté en 1992 (cf. DIAL D 1699) (NdT).